

Burundi : La défense de Mbonimpa plaide sa libération pour cause de maladie

PANA, 04 juillet 2014 Bujumbura, Burundi - La défense du président de l'Association pour la protection des droits humains et des prisonniers (APRODH, indépendant), Pierre Claver Mbonimpa, a demandé vendredi au parquet général de la République, que son client puisse quitter la prison centrale de Bujumbura pour comparaître en prison libre à cause de son état de santé «mal en point» au bout de plus de deux mois de détention préventive pour "atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat". Le doyen des défenseurs des droits humains au Burundi comparait pour la première fois en audience publique pour répondre du principal chef d'accusation d'atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat, après avoir allégué de la présence et d'entraînements paramilitaires de jeunes burundais parti au pouvoir sur le sol de la République démocratique du Congo voisine, mais sans toutefois plus de précisions sur la finalité de tels exercices en terre étrangère.

La requête de la défense a été mise en délibéré et il faudra attendre les prochaines 48 heures pour connaître la suite du dossier judiciaire le plus médiatisé ces derniers temps au Burundi. La foule de souteneurs en vert, la couleur de la tenue des prisonniers au Burundi, l'activiste de renom national et international, a été compacte devant le parquet général de la République à Bujumbura pour scander des slogans qui demandaient sa libération immédiate, sous l'œil vigilant d'un important dispositif policier. Nombreux sont ceux qui, dans les milieux des organisations de la société civile et des médias qui soutenaient vendredi encore que le gouvernement burundais aurait mieux fait d'enquêter en profondeur sur les allégations de l'activiste des droits de l'homme, plutôt que de le mettre en prison. Un rapport ontraversé dans les milieux officiels à Bujumbura, avait également alerté en avril dernier, sur un activisme inhabituel de jeunes affiliés au parti au pouvoir avec comme conséquence le refroidissement des relations entre le gouvernement burundais et l'Organisation des Nations unies. Le Burundi s'approche de nouvelles élections générales 2015 sur fond d'instrumentalisation de jeunes de partis politiques, s'inquiète-t-on dans différents milieux politico-diplomatiques intéressés à Bujumbura.